

Tayeb Chenntouf

La sociologie au Maghreb: Cinquante ans après

L'inconscient d'une discipline, c'est son histoire. – P. Bourdieu

Dresser un état des lieux de la sociologie au Maghreb n'est pas chose aisée. Les obstacles sont nombreux et seraient même décourageants. Le premier concerne les instruments nécessaires à toute évaluation. Ils n'existent pas toujours ou, lorsqu'ils existent, ne circulent pas d'un pays à l'autre. Ce n'est que récemment que les documentalistes, les bibliothécaires d'un côté, les chercheurs de l'autre, se sont préoccupés de la marche de leur discipline. Les recensions de thèses ne sont pas toujours disponibles, les revues publient de manière irrégulière leurs tables. Les bibliographies thématique, chronologique ou institutionnelle restent rares et rendent impossible toute exhaustivité. Des congrès, colloques, séminaires se déroulent sans que les communications ne soient éditées ou, lorsqu'elles le sont, connaissent une diffusion restreinte.

L'introduction de l'informatique dans l'enseignement supérieur, qui remonte à une dizaine d'années, est en train de bouleverser les habitudes et les méthodes de travail. La production scientifique sera d'accès plus facile dans l'avenir.

Le second obstacle est représenté par les traditions nationales de l'enseignement et de la recherche sociologique. Il est difficile de parler d'une sociologie maghrébine, sauf à l'opposer à des sociologies d'autres aires culturelles. Les contextes nationaux confèrent des styles quasi-nationaux à la place de la sociologie et des sociologues. Trois exemples le montrent bien.

La rupture entre la monarchie et le nationalisme au Maroc au lendemain de l'indépendance, range la grande majorité des intellectuels, dont des sociologues, dans l'opposition alors qu'ils sont en étroite symbiose avec les Etats en Egypte, Tunisie et Algérie jusqu'aux années 1980-1990. La mort du roi Hassan II, la question du Sahara occidental et la formation du premier gouvernement de transition présidé par A. Youssoufi rétablissent les liens entre les universitaires et la monarchie.

L'Egypte et la Tunisie bénéficient d'une tradition de réforme qui remonte au 19^e siècle. Elle a touché les systèmes d'enseignement, y compris au niveau le plus élevé.

La défaite militaire de 1967 devant Israël a des conséquences importantes en Egypte. Elle suscite de lourdes interrogations dans les universités et chez les intellectuels et une réorientation de la réflexion et des recherches chez de nombreux sociologues.

Le troisième et dernier obstacle est relatif à la sociologie et aux sociologues eux-mêmes. La question de la 'discipline' et du 'métier' de sociologue n'est pas formulée en tant que question. Elle est intégrée dans des débats plus larges sur la culture, les intellectuels, les sciences sociales et humaines. Ils sont devenus permanents, alimentent une littérature abondante et débordent de part en part la sociologie et le 'métier' de sociologue qui ne sont apparus comme question particulière que ces dernières années.

Un état des lieux classique de la sociologie s'intéresserait aux tendances de la recherche, à sa production, aux paradigmes, théories et méthodes utilisées, aux débats est écoles qui agitent la communauté des sociologues.

L'exercice présenterait une utilité certaine mais s'avère insuffisant lorsque l'identité et les signalements de la discipline sont incertains. L'approche institutionnelle considérerait tout pratique, tout texte et tout usage public comme sociologique lorsqu'ils sont le résultat d'une institution ou d'un chercheur consacrés à la sociologie. La question de l'identité de la sociologie est moins, dans ce cas, celle des frontières qu'elles établit avec les autres sciences sociales que celle de ses rapports à des pratiques et des savoirs comme la religion, la politique, la morale et, en fin de compte, la 'tradition'.¹

L'avènement et l'institutionnalisation de la sociologie sont l'objet d'une bibliographie abondante. P. Bourdieu est l'auteur de nombreux travaux dans ce domaine.² Ils sont un point de départ incontournable avec deux infléchissements nécessaires.

L'analyse strictement internaliste de la sociologie s'avère incomplète dans les situations où le contexte et les facteurs extérieurs à la discipline sont lourds et jouent un rôle important. En second lieu, la trop grande rigidité du système conceptuel bourdieusien, si elle permet d'analyser la reproduction, rend moins compte des mutations et du changement dans la perception et le traitement des faits sociaux. Il est rigoureusement impossible de suivre, en étant fidèle à P. Bourdieu, l'émergence de la sociologie et des autres sciences sociales et humaines à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Une sociologie historique de la sociologie (ou une histoire de la sociologie) est plus indiquée pour suivre les trois composantes de la sociologie: les institutions, la communauté de professionnels et les savoirs. Les trois sont relativement bien avancés au Maghreb mais l'identité de la discipline reste encore très incertaine.

1. L'héritage colonial

L'héritage colonial, dans les années 1950-1960, est inégal. Il est plus important en Egypte et en Algérie que dans les autres pays de la région. Il est également faible en matière d'institution et de formation de chercheurs mais aboutit à une somme respectable de savoirs et de connaissances sur les sociétés maghrébines qui pèsera lourdement sur l'évolution ultérieure de la sociologie.

Les universités médiévales d'Al Azhar (Egypte), d'Al Quarawiyine (Maroc) et d'Al Zitouna (Tunisie) sont définitivement déclassées dans l'entre deux guerres et remplacées, sans disparaître formellement, par de nouvelles institutions d'enseignement et de recherche.

L'université d'Alger est créée en 1909 en regroupant les quatre écoles supérieures qui existaient antérieurement: l'Ecole supérieure de médecine ouverte en 1857, l'Ecole supérieure des lettres, l'Ecole de droit et l'Ecole des sciences créées en 1879-1980.³

L'Ecole des lettres emploie, en 1905, huit professeurs titulaires et trois chargés de cours pour l'enseignement de la géographie et de l'histoire de l'Afrique du nord, la langue et la littérature arabe, le dialecte berbère, la littérature persane et égyptienne, les antiquités africaines, la philosophie et l'histoire musulmane. Plusieurs institutions sont créées pour coordonner les enseignements et les recherches: l'Institut de recherche saharienne en 1937, l'Institut d'études islamiques en 1946, l'Institut d'études philosophiques en 1952 et l'Institut d'études ethnologiques en 1956. Dans son autobiographie intellectuelle, le sociologue A. Sayed a laissé un témoignage intéressant sur l'enseignement et la vie d'un étudiant à l'université d'Alger dans les années 1950.⁴

En dehors de l'université, l'Institut de recherches économiques et sociales voit le jour en 1954.⁵ Le Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques est créé en 1956 à la suite d'importantes découvertes. Il prend le relais du laboratoire d'anthropologie et d'archéologie préhistorique créée au sein de l'Université en 1949.

De nombreuses sociétés savantes éditent des revues et organisent des congrès: la Société de géographie et d'archéologie née en 1878, la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du nord qui date de 1896, La Société historique algérienne publie *La Revue africaine* dans laquelle des Algériens comme M. Ben Cheneb, Ben Choab, Soilah, Ben Mrad, A. Lacheraf, I. Hamet publient régulièrement des articles.

Au Maroc, devenu protectorat en 1912, l'Institut des hautes études marocaines ouvre ses portes en 1920 pour 'encourager les recherches scientifiques relatives au Maroc, propager la connaissance des langues et de la civilisation du Maroc et, accessoirement, préparer à certains examens de l'enseignement supérieur et professionnel'.⁶

D'autres institutions sont créées quelques années plus tard: en 1928, le Centre d'études juridiques situé à Rabat et à Casablanca pour former des licenciés en droit et, en 1940, le Centre d'études supérieures scientifiques qui ne démarre qu'en 1945. Dans les années 1950, l'Ecole marocaine d'administration est ouverte. En dehors de l'enseignement supérieur, la Résidence générale publie *Le Bulletin économique et social du Maroc* dans lequel les études concernant la population marocaine sont nombreuses.

En Tunisie, l'Ecole supérieure de langue et littérature arabe est créée en 1911 pour préparer au brevet et au diplôme d'arabe, accessoirement aux certificats de la licence d'arabe que les étudiants présentaient à l'Université d'Alger.

C'est le seul établissement de l'enseignement supérieur en Tunisie jusqu'à la création, après la seconde guerre mondiale, de l'Institut des hautes études tunisiennes qui est placé sous la tutelle scientifique de l'Université de la Sorbonne. L'enseignement y est réparti en quatre sections: les études juridiques, économiques et administratives qui préparent aux examens de la capacité et de la licence en droit; les études sociologiques et historiques pour accéder au certificat d'histoire et d'archéologie punique et aux cours d'histoire moderne de la Tunisie; les études philologiques et linguistiques pour la préparation des trois certificats de langue arabe (littérature, philologie, études pratiques) ainsi qu'au diplôme supérieur d'arabe. La création de la licence d'études sociologiques et historiques permet l'intégration de nouveaux enseignements et la présence d'universitaires français qui formeront la première génération de sociologues tunisiens.

La Comité d'études économiques et sociales de l'Institut des hautes études tunisiennes publie, à partir de 1952, une revue des sciences humaines: *Les Cahiers de Tunisie* qui abordent la société tunisienne, la géographie humaine et sociale, l'économie régionale, l'archéologie et l'histoire. La Résidence générale publie, elle, dès 1946, *le Bulletin économique et social de la Tunisie* qui traite des questions économiques et culturelles.

Ces institutions d'enseignement et de recherche reçoivent des étudiants et des chercheurs français dans leur quasi-totalité. Les autochtones y sont faiblement représentés comme le montre l'exemple de l'Algérie. Les étudiants algériens qui s'inscrivent à l'Université d'Alger de 1955, à 1961, c'est à dire à la fin de la période coloniale, se répartissent de la manière suivante:

1353 en lettres, 1384 en droit, 525 en médecine et pharmacie et 774 en sciences. Leur nombre qui s'élève à 4036 représente 11,88 pourcent du total des étudiants.⁷ De 1870 à 1962, un nombre infime d'Algériens ont pu soutenir une thèse de doctorat.⁸ A. Ben Fekar soutient, en 1908, à l'Université de Lyon une thèse de droit sur L'usure en droit musulman et des conséquences pratiques, puis, en 1910, une thèse complémentaire sur la commande (*al qirâd*) en droit musulman. M. Bencheneb est le premier Algérien a présenté une thèse à l'Université d'Alger, en 1922, sur Les mots turks et persans conservés dans le parler algérien. S. Khat présente, en 1924, à l'Université d'Aix en Provence un travail qui est un Essai sur le statut personnel des Musulmans. S. Mahmassani est candidat au doctorat avec une thèse sur Les idées économiques d'Ibn Khaldoun. Essai historique, analytique et critique à l'Université de Lyon. T. Aït Amer s'est intéressé à la vente et le louage en droit berbère à l'université de Paris, en 1949. A. Nour présente, toujours en droit, une recherche sur L'agriculture algérienne autochtone et les tentatives de sa modernisation à Paris en 1954. Enfin, en 1961, M. Cherit défend une thèse en lettres à Paris sur Les formes des noms arabo-musulmans.

Si l'héritage colonial institutionnel et humain est faible, les savoirs et la connaissance des sociétés d'Afrique du nord sont plus importants. Leur intérêt

provient moins des progrès réalisés dans la compréhension des sociétés que de la contestation dont ils font l'objet dans les années 1950-1960.

Le Maghreb occupe une place modeste dans la formation de l'orientalisme et de l'islamologie en Europe. L'Égypte y joue un rôle majeur, dès la fin du 18^e siècle, avec l'expédition de L. N Bonaparte en 1798 et la publication à Paris de la *Description scientifique de l'Égypte* rédigée par les savants qui l'ont accompagné.

Cette première expérience scientifique moderne est transférée en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Dès l'occupation coloniale de l'Algérie en 1830, la nouvelle administration, cherchant à définir le statut juridique de la propriété, fait venir un Coran du Caire. De nombreux médecins et interprètes qui font partie de l'Armée d'Afrique ont participé à l'expédition d'Égypte. Enfin, l'administration coloniale de l'Algérie inaugure une série d'ouvrages sous le titre: *Exploration scientifique de l'Algérie sur le modèle de la Description de l'Égypte*.

Le Maghreb alimente néanmoins une littérature particulière qui passe par trois phases successives. Au 18^e siècle, les auteurs sont des voyageurs, des consuls, des religieux et des naturalistes. La phase de conquête militaire et de colonisation fait intervenir surtout les militaires, les explorateurs en direction du Sahara et les publicistes. Le démarrage de la lutte anti-coloniale et du nationalisme suscite une intervention plus marquée de la recherche et des universitaires.⁹

Au total, les sciences sociales et humaines sont relativement absentes. La sociologie l'est encore plus. Les thèses soutenues à l'Université d'Alger, entre 1880 et 1962, se répartissent par champs disciplinaires de la manière suivante: l'économie (39,60 pourcent) et le droit (24,40 pourcent) viennent largement en tête. Ils sont suivis par l'histoire (15,60 pourcent), la sociologie (11,70 pourcent) et les études politiques (8,50 pourcent).

Sur les 48 thèses de sociologie, 11 concernent les *fellahs* (paysans), les communautés agraires, la vie indigène et les confréries, dix les Kabyles, les Berbères nomades et le Mzab, huit la femme, six l'enseignement, six la démographie, la population et les villes, cinq portent sur les Juifs, et deux sur la coexistence des communautés.¹⁰ Parmi les articles publiés par *La Revue africaine* entre 1922 et 1950, 3,86 pourcent d'entre eux peuvent être considérés comme relevant de la sociologie au sens large.

En Tunisie, *La Revue de l'Institut des belles lettres arabes*, fondé par la Société des pères blancs en 1927 publie plusieurs études ethnographiques. Des thèmes comme la famille, les mœurs et coutumes, la langue populaire, la vie quotidienne, le folklore et la littérature sont fréquemment traités. Après la seconde guerre mondiale, la même revue publie des numéros thématiques parallèlement aux recherches 'd'une science académique qui s'applique au déchiffrement du pays'.¹¹ L'intérêt se déplace vers la linguistique et la

littérature, la sociologie et l'économie, l'histoire et l'ethnographie, l'Islam et la mystique, l'éducation et la pédagogie.

L'accumulation de savoirs et de connaissances au Maghreb participe peu à la construction de la sociologie comme discipline en France. P. Lapie qui est professeur au lycée de Tunis de 1893 à 1897 et prépare une étude de psychologie sociale sur les communautés et les civilisations tunisiennes est en relation avec une équipe d'universitaires en France. Il est, notamment, le collaborateur de E. Durkheim de *l'Année sociologique*. Par ailleurs des auteurs comme E. Masqueray, G. Hanoteau et G. Letourneux sont cités par Durkheim lorsqu'il traite de la division sociale du travail.

2. L'expansion de la sociologie

A l'exception de l'Egypte, la sociologie ne se développe réellement qu'à partir des années 1960 et les indépendances politiques. Le sociologue A. Sayed date, de manière précise, les premières enquêtes de terrain aux années 1957-1958. Elles sont coordonnées par P. Bourdieu et portent sur l'emploi, l'habitat et la consommation en Algérie.¹²

L'héritage colonial perdure quelques années. Le premier Recteur de l'Université d'Alger après 1962 est A. Mandouze qui avait pris position pour l'indépendance de l'Algérie. Ch. A. Julien, un autre historien français, est sollicité par le Roi Mohammed V pour ouvrir la première Faculté des lettres et des sciences humaines du Maroc. L'héritage est renforcé par le recrutement de coopérants français pour enseigner dans les nouvelles universités.

Les politiques scientifiques des nouveaux Etats donnent une formidable impulsion à la sociologie. Son âge d'or commence dans tous les pays avec la croissance rapide des effectifs d'enseignant-chercheurs et d'étudiants. De nouvelles institutions de recherche voient le jour. Les premières thèses de doctorats sont soutenues. L'évolution est plus rapide en Algérie que dans les autres pays.

Les premières Universités sont créées en Egypte et en Algérie. Dans le premier pays, elle date de 1908. Le premier ouvrage de sociologie est publié en 1924 au Caire par Nqûla¹³ al Haddâd qui est considéré aujourd'hui comme le fondateur de la sociologie dans le monde arabe.¹⁴ Le second, édité en 1949, est celui de Abd al Aziz Izzat; il est intitulé: 'La sociologie et les sciences sociales'.

La première génération de sociologue algériens est formée à l'Université d'Alger avant la réforme de l'enseignement supérieur de 1971 qui modifie profondément les programmes et les objectifs de la formation.

Les témoignages d'une enseignante et d'un étudiant renseignent, de manière concrète, sur le démarrage de l'enseignement de la sociologie. M. Gadant, française d'origine, mariée à un membre du parti communiste algérien, arrive en Algérie l'année de l'indépendance. Elle enseigne la philosophie dans un lycée puis, de 1964 à 1967, au département de philosophie de la Faculté des

lettres d'Alger où les programmes français restaient la référence obligée. M. Gadant enseigne à l'Université les Présocratiques, Platon, Kant, Hegel, Marx, Nietzsche et Althusser. Les débats, rappelle-t-elle, portaient beaucoup sur Fanon, Sartre, le marxisme mais jamais sur la religion et les femmes.¹⁵ Les discours sur les modes de production, les formations sociales, le développement faisaient fureur. Les professeurs et les étudiants de doctorat se nourrissaient en grande partie de Althusser.

Un ancien étudiant distingue deux périodes dans l'enseignement diffusé. Jusqu'en 1967-1968, l'enseignement de la sociologie par un professeur conservateur pousse les étudiants à s'inscrire en philosophie avant de fournir la première génération d'enseignants en sociologie. Les années 1967-1968 et 1968-1969 sont celle de la 'diffusion fantastique des thèses althussériennes et bourdieusiennes perçues comme complémentaires...'¹⁶ Bourdieu et Passeron ainsi que d'autres membres de l'école européenne de sociologie font de fréquentes interventions à l'université d'Alger.

La réforme de 1971 se propose de mettre fin à l'université coloniale en créant une nouvelle université tournée vers la résolution des problèmes nationaux. Elle se fixe comme objectifs immédiats la formation des cadres pour l'administration et le développement. La priorité est donnée aux sciences et aux techniques alors que les sciences sociales humaines auraient pour finalité l'édification de la Nation.

Techniquement, la réforme bouleverse les programmes et la pédagogie. La licence de sociologie est organisée en modules pendant huit semestres avec un tronc commun et des filières de spécialisation à partir de la troisième année. La liste des modules et leurs contenus sont fixés par l'arrêté ministériel du 15 juin 1974. Les filières prévues sont celles de la sociologie du travail, de la sociologie rurale et urbaine, de la sociologie de l'éducation et de la culture. L'enseignement post-gradué est couronné par la soutenance d'un magister puis d'un doctorat d'Etat dont l'organisation pédagogique est fixée plus tard.¹⁷

La continuité est plus marquée au Maroc où l'Université de Rabat est créée en 1959. La nouvelle Faculté des lettres est le résultat de la fusion du centre d'études juridiques, du Centre d'études supérieures scientifiques et de l'Institut des Hautes Etudes marocaines en sciences sociales et humaines elle comprend un département de sociologie.

L'Institut de sociologie est créé en septembre 1961 avec l'aide de l'UNESCO pour donner des enseignements et promouvoir la recherche. En raison du manque de chercheur, il assure surtout des enseignements dans deux sections en langues arabe et française. En 1965-1966, l'Institut compte 226 étudiants dont 19 ont une licence et un seul un diplôme d'études supérieures.

L'enseignement théorique pour le certificat de sociologie comprend les enseignements suivants: sociologie générale, histoire de la pensée sociologique et des théories sociologiques contemporaines, sociologie urbaine et rurale, sociologie juridique et sociologie politique, sociologie économique et

sociologie de l'entreprise. L'examen comporte les épreuves écrites et orales suivantes: sociologie générale, sociologie de l'Afrique et du monde musulman, une matière de sociologie spéciale, choisie, par le directeur de l'Institut, 35 jours avant la session d'examen. Les autres matières font l'objet d'une épreuve orale seulement. Selon A. Khatibi, la priorité donnée à la formation des enseignants et des scientifiques 'empêche sérieusement le développement de la sociologie'.¹⁸

L'enseignement de la sociologie précède la création de l'Université en Tunisie. La sociologie est enseignée dès 1958 dans le cadre de l'Institut des hautes études de Tunis et le Centre d'études en sciences sociales. Le programme, défini par le décret du 14 avril 1961, répartit la licence en quatre certificats: études supérieures en sociologie générale, en psychologie sociale, en sociologie et géographie, en sociologie maghrébine et islamique.

J. Duvignaud qui a été le directeur du Centre a fixé dans un rapport intitulé: 'La pratique sociologique dans un pays en développement'¹⁹ les orientations, les priorités et les méthodes nécessaires pour la formation de 'cadres d'intervention sociologique'. Il mérite d'être cité en raison de son intérêt.

'La sociologie', écrit-il, 'doit opérer une révolution copernicienne de ses attitudes traditionnelles'. Elle devrait répondre aux défis que lui lancent les changements des structures globales, les métamorphoses de la mentalité collective à tous les niveaux, bref, répondre aux questions suivantes:

- Quels sont les effets du développement sur la société prise dans son ensemble? Et cela revient à faire le bilan des changements sociaux intervenus depuis l'indépendance.
- Comment la société traditionnelle, dans sa phase de développement, peut digérer et intégrer les problèmes nouveaux que pose le changement de structure? C'est l'étude des tensions socio-psychiques résultant de contacts entre milieux.
- Comment se modifient les attitudes mentales à tous les niveaux de la réalité dans l'optique des transformations planifiées? C'est l'étude des groupes et des mentalités.

Pour mener à bien ce programme, J. Duvignaud considère que toutes les méthodes doivent être utilisées sans dogmatisme et sans préjugés. 'Il s'agit de comprendre le changement, mieux encore de répondre au défi que lance au sociologue les transformations de structure'. Les enquêtes de terrain doivent prendre trois directions: les enquêtes monographiques partielles puis l'analyse globale de la société dans toute sa complexité, enfin l'établissement d'un lien entre les deux méthodes pour analyser la réalité sociale dans sa totalité.²⁰ Le rapport de J. Duvignaud formule les orientations principales de la création du département de sociologie et la formation de la première génération de sociologues tunisiens qui s'élève à une quinzaine de membres.

Les politiques scientifiques nationales sont aussi volontaristes dans le domaine de la recherche sociologique. Des centres nationaux de recherche sont créés dans tous les pays. La recherche elle-même se résume dans la préparation des thèses de doctorat. Des rencontres scientifiques, assez rares, sont organisées de manière ponctuelle jusque dans les années 1980-1990.

Les expériences de créations de centres de recherche sont très proches en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Dans ce pays, le Centre universitaire de la recherche scientifique date de 1962. Il a pour mission de développer les sections de recherche dans les Facultés et les Instituts, de coordonner leurs activités, de fournir à la recherche universitaire des ressources en hommes et en équipement et d'orienter la recherche en fonction du développement. Il participe également à la formation des chercheurs et sert d'intermédiaire entre les universités et les organismes étrangers, aide à la publication des travaux, facilite l'accès à la documentation et l'échange de l'information scientifique. La section des sciences sociales du Centre comprend trois chercheurs en sociologie et en économie. Elle assure la rédaction du *Bulletin économique et social du Maroc* qui accorde une place importante aux thèmes sociologiques.

Son bilan est modeste et se limite à la publication irrégulière d'une revue très peu diffusée et très peu lue: *La Recherche scientifique*. En 1975, il est transformé en Institut universitaire de recherche scientifique spécialisé dans les sciences humaines et sociales.²¹ Il comprend quatre départements (histoire, anthropologie et sciences sociales, science et société, rapports ville – campagne). L'Institut a publié, en arabe et en français, plusieurs ouvrages, manuscrits, thèses et revues dont le *Bulletin économique et social* et *Hesperis-Tamuda*.

L'Institut agronomique Hassan II est créé en 1963 et entre en fonction en 1966. Il joue un rôle important dans la recherche sociologique au Maroc grâce à la présence de P. Pascon. À la suite de sa disparition accidentelle le 21 avril 1985, le *Bulletin économique et social* publie, pour lui rendre hommage, un numéro spécial. P. Pascon a été actif dans de nombreux domaines (sociologie, ethnologie, histoire, droit, technologie...) et, selon le conseil de rédaction du *Bulletin*, son œuvre 'occupe une place énorme et de premier plan, non seulement dans les études rurales mais aussi dans la sociologie du Maroc des trente dernières années'.²²

En Algérie, dans les nouvelles perspectives tracées par la réforme de l'enseignement supérieur est créé, en 1975, un Centre de recherche en économie appliquée qui devient, en 1986, Centre de recherche en économie appliquée au développement. En 1977, il regroupe huit équipes de recherche en économie rurale (13 chercheurs), éducation (seize chercheurs), technologie (huit chercheurs), accumulation et financement (trois chercheurs), environnement (quatre chercheurs), économie des assurances. Le Centre intègre la recherche sociologique avec la participation des sociologues de l'université

d'Alger. Il publie une revue (*Les Cahiers du CREAD*) et joue un rôle important dans l'accès à la documentation et au terrain pour les enquêtes.

Les travaux du Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnologiques sont ralentis en 1969 après le départ des chercheurs français. En 1977, il compte 22 chercheurs dont seize préhistoriens, cinquante anthropologues, une ethno cinéaste, trois administratifs et dix-sept employés pour le soutien technique.

Le Centre d'études et de recherches économiques et sociales est créée en 1962 en Tunisie puis réorganisé en 1972. Il édite *la Revue tunisienne des sciences sociales* à partir de 1964, *le Cahier d'études et de recherches économiques et sociales*, les travaux des chercheurs et les actes des colloques. La quasi-totalité des recherches est faite pour le compte de l'administration et des institutions internationales. Il assure, avec le département de sociologie, l'essentiel de la production dans la discipline en Tunisie.²³

Jusque dans la décennie 1980-1990, ces Centres de recherche participent plus à la formation des chercheurs qu'à la recherche sociologique elle-même.

Celle-ci est massivement située dans les Universités et consiste en la préparation de doctorats de 3^e cycle. La quasi-inexistence d'enseignants de l'enseignement supérieur au moment des indépendances à eu, dans tous les pays, pour conséquence des recrutements massifs de personnels dans les années 1960-1980. Parallèlement à l'enseignement qu'ils assurent, ils poursuivent la préparation de thèses. Leur encadrement n'existant pas toujours sur place, ils sont inscrits en France pour les francisants, l'Egypte et la Syrie pour les arabisants.

Les premières post-graduations (diplômes d'études approfondies) sont ouvertes sur place dans les années 1975-1976. La préparation et la soutenance de thèses de 3^e cycle ou de magister sont encore plus tardives. En 1991, il n'existe à l'Université d'Oran qu'une post-graduation en sociologie politique sur les problèmes du pouvoir politique et les approches théoriques et méthodologiques. Un diplôme post-graduation spécialisée, à finalité professionnelle, est ouvert en 1993-1994.²⁴

Les Répertoires de thèses et mémoires²⁵ et les catalogues des éditions montrent la diversité et la nature des travaux universitaires. Celui de l'Office des publications universitaires recense sous la rubrique sociologie, pour la période 1976-1988, 33 ouvrages qui sont surtout des thèses, des actes de colloques, des manuels et photocopiés de sociologie.²⁶ Le catalogue de l'Entreprise nationale algérienne du livre fait figurer, pour les années 1989-1991, à la rubrique sciences sociales, dix ouvrages dont cinq thèses de doctorat d'Etat.²⁷

Les rencontres scientifiques, peu fréquentes, sont organisées par les Ministères plutôt que par les Universités et les Centres de recherche. Les dates anniversaires ou le calendrier politique fournissent l'opportunité de réunions et de débats scientifiques.

3. Les mutations de la sociologie

L'enseignement et la recherche en sociologie connaissent un tournant, proche du bouleversement, dans la décennie 1980-1990. Il est le résultat aussi bien de leurs dynamiques internes que du brusque changement des contextes nationaux et mondial. Des orientations nouvelles mettent l'accent sur la professionnalisation de la formation, la liaison étroite entre la recherche et le marché et une plus grande intégration dans les échanges scientifiques mondiaux.

Les mesures prises dans l'enseignement primaire et secondaire et les politiques de l'enseignement supérieur appliquées après les indépendances produisent leurs effets dans la décennie 1980-1990. A l'exception de l'Égypte où la sociologie était déjà arabisée, une nouvelle génération d'étudiants arabisés arrive à l'Université alors que les conditions d'exercice du 'métier' de sociologues se dégradent.

La question de la langue d'enseignement se pose avec moins d'acuité dans les universités égyptiennes que dans celles des autres pays où il s'agit de passer d'une sociologie en langue française à une sociologie en langue arabe.

Le Maroc et la Tunisie qui font, dans un premier temps, le choix du bilinguisme, procèdent à l'arabisation graduelle de l'enseignement supérieur. En fait, dans le domaine des sciences sociales, dont la sociologie, le processus et le résultat sont identiques dans les trois pays. L'arabisation de la sociologie est le produit, à la fois, de l'arabisation des enseignements primaire et secondaire et, plus directement, de l'enseignement supérieur lui-même. Le cas de l'Algérie est tout à fait représentatif de l'ensemble de la région.

En 1966-1967, la première année de l'école primaire est complètement arabisée. La seconde année l'est en 1967-1968. En septembre 1971, la philosophie, l'histoire, l'éducation civique et morale ne sont plus enseignées qu'en langue arabe dans l'enseignement secondaire général et technique.

En 1973-1974, à l'école primaire, les trois premières années et le tiers des trois années suivantes sont arabisées. Dans l'enseignement moyen, un tiers des classes des trois premières années est arabisé mais les matières scientifiques sont enseignées en français. En quatrième année, toutes les matières sont enseignées en arabe sauf les mathématiques, la géographie et les sciences naturelles. Dans les lycées, pour les filières littéraires, les premières et seconde AS sont complètement arabisées. En troisième AS, toutes les matières sont enseignées en langue arabe sauf les mathématiques et la géographie.

Un second tournant intervient en 1979. Avec l'application du projet d'école fondamentale, le processus d'arabisation totale est enclenché. Il touche l'enseignement secondaire en 1986 et l'Université en septembre 1989 avec l'arrivée de la première promotion de bacheliers arabisés dans toutes les filières.

La philosophie et l'histoire sont complètement arabisées dès 1971 et la réforme de l'enseignement supérieur. En 1978, 32 pourcent des étudiants des sciences sociales poursuivent leur formation en langue arabe. A la suite de la conférence nationale de juillet 1980, les textes portant arabisation de la première année des sciences sociales, juridiques, politiques, économiques et de l'information est arabisée. Le régime des deux sections arabisée et francisée disparaît et, au cours de l'année 1983-1984, l'arabisation de tous les diplômes (tronc commun et spécialités de la licence) est parachevée. L'année suivante, 95 pourcent des étudiants en sciences sociales étudient en langue arabe.²⁸

La production de la sociologie s'effectue en langue arabe dans les mêmes années avec l'arrivée de sociologues formés en dans cette langue qui soutiennent des thèses de magister pour être recrutés.

A l'université de Tunis, la production sociologique en arabe qui était quasi-inexistante dans la décennie 1970-1980, s'élargit pour devenir, dès la décennie 1980-1990 majoritaire. Elle est trois fois plus importante que les publications en langue française ans la décennie 1990-2000. Sur la totalité des textes sociologiques écrits en 1970 et 2002, la répartition est la suivante: 31 pourcent en langue française et 69 pourcent en langue arabe. Les publications du CERES (*Revue Tunisie des sciences sociales* et *Cahiers du CERES*) recensées en 1997 en sont un autre indice. Les premiers articles en langue arabe apparaissent dans la *Revue tunisienne des sciences sociales* en 1980 dans le numéro 63.²⁹

Le colloque sur Sociologie et Société en Algérie à Oran (4-6 mai 2002) enregistre la profonde modification des rapports entre les deux langues: sur 34 communications, 11 sont présentées en français. Les colloques antérieurs de 1984, 1986 et 1996 à Oran et à Alger s'étaient déroulés majoritairement en langue française.³⁰

Les conditions de travail se sont, elles aussi, modifiées dans le sens d'une nette dégradation relevée par les enseignants, les experts et les syndicats.

Les conséquences de la démocratisation de l'enseignement primaire et secondaire ont été peu anticipées ou tardivement au niveau de l'enseignement supérieur. Elles touchent brutalement toutes les universités de la région dans la décennie 1980-1990 avec l'arrivée de cohortes nombreuses d'étudiants dont les profils ont changé.

La gestion des Universités et des Centres de recherche fait peu de place à la documentation, aux ouvrages récents et aux revues académiques. Les bibliothèques accueillent un nombre infime d'étudiants dont l'essentiel de la formation se résume dans le cours magistral donné par le professeur dans un amphithéâtre.

La préparation des thèses par les enseignants s'effectue dans des conditions difficiles. En sociologie, la durée de préparation est proche de quinze années. De nombreux enseignants renoncent à terminer leurs thèses ou abandonnent l'université. La fragilité de la formation reçue, l'absence de documentation, la

quasi-impossibilité des enquêtes de terrain qui sont strictement réglementées sont autant d'obstacles à surmonter.

Au plan matériel, les traitements versés en Algérie et en Egypte sont insuffisants et poussent les enseignants vers les fonctions administratives mieux rémunérées et vers le cumul avec des activités hors de l'Université pour améliorer les revenus.

Dans tous les pays, une plus grande liberté académique est revendiquée par les enseignants et les syndicats.

L'évolution interne de la discipline est accélérée par les importantes modifications des contextes nationaux et mondial. Sous la pression du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, une nouvelle politique de l'enseignement supérieur est appliquée. Elle se répercute sur l'enseignement et la recherche en sociologie: les formations sont professionnalisées alors que la recherche doit répondre aux besoins du marché.

La crise que traverse tous les pays de la région à la fin de la décennie 1980-1990 est d'abord et avant tout locale. Elle est celle de la construction nationale dont le développement économique n'est qu'un aspect.

L'avènement sur la scène politique, y compris par la violence, des mouvements islamistes suscite des interrogations nouvelles. L'application des plans d'ajustement structurel a des conséquences dramatiques sur l'emploi et le niveau de vie. Dans les relations internationales, la chute du mur de Berlin en 1989 puis la dissolution de l'URSS et du bloc socialiste réduisent la marge de manœuvre des Etats. Le nouveau monde est dorénavant dominé par une puissance unique.

La crise se traduit concrètement par une relative libéralisation politique des régimes autoritaires et l'instauration de l'économie de marché dans les pays où elle n'existait pas (Egypte, Algérie). En 1985, le rapport Ben Dhia sur l'enseignement supérieur tunisien parle de 'fracture universitaire' et fait un constat critique en soulignant la détérioration de l'enseignement primaire et secondaire, la politisation de l'espace universitaire et l'insuffisance des ressources financières. Le rapport de la Banque mondiale, daté de 1998 recommande, en ne retenant que les mesures qui affectent la sociologie de faire baisser les effectifs des filières littéraires et des sciences humaines, de professionnaliser les formations, de séparer l'enseignement supérieur de la recherche scientifique, de créer une catégorie d'universitaires se consacrant exclusivement à l'enseignement.³¹

La réforme de l'enseignement supérieur tunisien est achevée le 31 décembre 2003. En Algérie, elle est entrée en application dans dix établissements en 2003-2004 et doit être appliquée progressivement. L'enseignement de la sociologie, comme celui des autres disciplines, obéit à un nouveau schéma.

La réforme, dite L.M.D, vise l'amélioration de la qualité de la formation, l'harmonisation du système de formation avec le reste du monde, la création de parcours de formation diversifiés et adaptés, la facilité de la mobilité et

l'orientation des étudiants, la mise en place de dispositifs d'accompagnement des étudiants, la capitalisation et la transférabilité des acquis, le développement de la formation tout au long de la vie, à côté de la formation initiale, l'ouverture de l'université et des formations sur le monde extérieur, la promotion de l'autonomie des établissements. Au plan pédagogique, la nouvelle architecture des enseignements est articulée en trois paliers: le niveau licence (L) correspond à un cycle de formation de trois années après le baccalauréat, le niveau master (M) à deux années supplémentaires après la licence, le doctorat (D) à deux années supplémentaires après la licence, le doctorat (D) à trois années après le master. L'enseignement est semestrialité en unités d'enseignement: fondamentales lorsqu'elles regroupent les matières de base d'une discipline donnée, méthodologiques lorsqu'elles offrent l'apprentissage des outils pédagogiques comme les mathématiques, les langues étrangères, l'informatique, la recherche documentaire et de découverte lorsqu'il s'agit de matières relevant d'autres spécialités ou champs disciplinaires pour renforcer la culture universitaire et faciliter les passerelles de réorientation. La formation peut-être à vocation académique en débouchant sur le master et le doctorat ou professionnelle lorsqu'elle est qualifiante et orientée vers le monde du travail. Enfin, il faut noter que parmi les unités de découverte, des thèmes tels que l'histoire et la philosophie des sciences, les enjeux de société, le sport, la culture et l'engagement associatif, la culture scientifique sont proposés à l'ensemble des étudiants.³²

La réorientation de la recherche est aussi importante que celle de l'enseignement. Dans ce domaine également, la sociologie connaît de nombreux changements. Tous les pays de la région adoptent des Programmes nationaux de recherche (PNR) pour définir les priorités, assurer, en principe, le financement et la création de laboratoires de recherche.³³

La loi du 22 août 1998 portant loi d'orientation et de programme quinquennal de la recherche scientifique et le développement technologique définit, en Algérie, 31 programmes nationaux dont un consacré à la population et à la société et un second aux sciences humaines. De nombreux autres programmes incluent la dimension sociologique: l'habitat, la santé, l'éducation et la formation, la jeunesse et les sports, la culture et la communication, la linguistique. Ils sont pris en charge par les nouveaux laboratoires créés au sein des Universités et dans les Centres créés au sein des Universités et dans les Centres de recherche.

L'annuaire publié par l'ANDRU en 2005³⁴ recense les laboratoires créés dans les Universités et donne le dernier état des lieux de la recherche sociologique en Algérie. Le recensement effectué à partir des mots-clés: sociologie, population, anthropologie, ethnologie et démographie permet de faire deux constats.

- Les laboratoires de sociologie sont créés massivement dans les départements de sociologie: trois à l'université de Constantine, une à Alger,

deux à Oran, une à Oran, cinq à Annaba, une à Batna, une à Bejaïa, une à Chlef et trois à Tlemcen.

- La recherche sociologique s'effectue dans les universités les plus importantes (Oran, Alger, Constantine, Annaba). A l'exception de Tlemcen et de Biskra, elle est moins présente dans les Centres universitaires et les universités de création plus récente. Elle est totalement absente dans les Universités scientifiques et technologiques (Alger, Oran, Boumerdes, Blida).
- L'analyse par domaines et thèmes des projets et des équipes de recherche fait ressortir un véritable éclatement de la discipline.

Le Programme national de recherche Population et société comprend 19 projets de recherche répartis dans quatre centres situés à Alger et Oran. Il couvre les domaines suivants: villes et espaces, espace rural; famille, femme et société; mobilité sociale; travail et emploi; savoirs, expression et imaginaires. Les résultats des recherches effectuées dans le cadre du PNR ont fait l'objet de journées scientifiques organisées par le CRASC les 21 et 22 février 2005.³⁵

Les besoins en formation de chercheurs et d'enseignants restent, sauf en Egypte, relativement aigus. La croissance rapide des effectifs des étudiants demande de nouveaux recrutements dans tous les pays. En Algérie, leur nombre a été multiplié par six dans les années 1970-1980. Il doit doubler d'ici à 2008 pour atteindre le million d'étudiants en 2001. Par ailleurs, le déficit en enseignants de haut niveau (professeur et maître de conférence) doit être comblé. En 2004-2005, sur un total de 23,500 enseignants du supérieur en Algérie, 15 pourcent seulement sont de rang magistral.³⁶ Le taux est encore plus bas dans les sciences sociales et la sociologie. Selon le ministre de l'enseignement supérieur, l'Algérie doit recruter 25,000 nouveaux enseignants avant l'année 2008 pour être aux normes internationales.³⁷ en 2004, le recrutement de 600 professeurs étrangers est lancé.

Un nouveau programme de formation massive débute en 2003-2004. L'Algérie octroie 500 bourses à l'étranger tous les ans à des enseignants effectuant des recherches universitaires et à ceux qui préparent des doctorats d'Etat sur place. L'objectif est de former 2,600 enseignants avant l'horizon 2008.³⁸

Les écoles doctorales sont une nouvelle formule de formation de jeunes enseignants-chercheurs. Elles se multiplient dans tous les pays de la région depuis les années 2000. Elles mettent en réseau des universités locales et étrangères et s'adressent à des doctorants pour une formation initiale ou un perfectionnement. Les écoles doctorales qui regroupent des étudiants à l'échelle régionale sont de plus en plus nombreuses.

Enfin, la formation est également assurée par des Universités étrangères implantées localement. L'annonce de la création d'une université franco-tunisienne est faite le 2 avril 2005. L'Algérie envisage un projet

identique dès octobre 2002. La future université franco-algérienne est conçue comme un réseau d'établissements des deux pays avec, au cœur du dispositif, des établissements pilotes porteurs d'expériences appelées à se diffuser dans toute l'Algérie.

En Egypte et au Maroc, la présence des Universités étrangères est plus ancienne.³⁹ Elles sont surtout américaines. L'Université américaine du Caire, dont le projet date de 1914, est fondée par des groupes missionnaires et incorporée, le 5 octobre 1920, sous la loi du district de Columbia (Washington). L'enseignement supérieur démarre en 1925 dans le cadre d'une Faculté des lettres et des sciences. Aujourd'hui, les sciences sociales et humaines, notamment la sociologie et l'anthropologie, occupent une place importante dans les programmes. Des nombreux diplômés de post-graduation (master et PhD) sont soutenus chaque année par des étudiants égyptiens ou étrangers.

Al Akhawayn University, localisée à Ifrane au Maroc, plus récente, compte une Faculté des humanités et des sciences sociales. Elle assure, au niveau de la licence, des enseignements sur la communication, les ressources humaines pour le développement et les études internationales. Au niveau du master, un programme d'études internationales et de diplomatie est proposé. Le personnel enseignant comprend aussi bien des Américains que des étrangers.

Dans le domaine de la recherche, la coopération internationale est encore plus dense. Après un affaiblissement dans les années 1960-1980, elle s'est considérablement intensifiée et diversifiée. Des Centres de recherche en sciences sociales sont en activité dans tous les pays.

Les Universités américaines en Egypte et au Maroc, poursuivent, parallèlement à la formation, des programmes de recherche. Les fondations étrangères, totalement absentes auparavant, entament leurs premières activités. La coopération algéro-française a beaucoup décliné en raison de la politique des visas et de la violence armée dans les années 1990. Elle est l'objet d'une relance ambitieuse. Le Comité mixte d'évaluation et de programmation lance, en 1986, un programme de recherche et de formation doctorale. En octobre 2003, il a sélectionné 126 projets dont 33 nouveaux. Le Haut conseil franco-algérien, universitaire et de recherche, qui prend la relève, est créé le 29 novembre 2003. Il a pour objectifs, d'aider à la mise en place de formations professionnalisantes, à la mise en œuvre de formations doctorales et post-doctorales pour la formation des enseignants-chercheurs et la réalisation de projets de recherche communs.

Les sciences sociales et humaines, considérées comme un secteur fortement déficitaire, sont retenues comme une priorité. Un fonds de solidarité prioritaire démarre en 2004 pour une période de trois ans pour développer les échanges entre jeunes chercheurs et enseignants. L'Algérie souhaite également une plus grande ouverture à l'international, notamment au cadre euro-méditerranéen.

Les universités étrangères localisées dans la région son un autre canal de coopération en matière de recherche. Le Centre de recherches sociales rattaché

à l'université américaine du Caire est fondé et organisé grâce à une donation de la Fondation Ford. Il a pour vocation l'étude des phénomènes sociaux au Moyen-Orient, la formation des étudiants aux techniques de recherche sociale et d'encourager les projets de recherche sociale au Moyen-Orient. Il s'intéresse, en particulier, aux problèmes d'urbanisation et d'industrialisation et aux problèmes sociaux créés par les mouvements migratoires. Il regroupe actuellement 14 chercheurs égyptiens et étrangers. Les enseignants-chercheurs et les étudiants de la Faculté des humanités et des sciences sociales de Al Ahaqawayn University, au Maroc, sont les auteurs de nombreuses publications dans les revues académiques. Quelques exemples, parmi d'autres, donnent idée de l'éventail couvert par les travaux. M. Willis publie un article sur 'Algerian Terrorism: Domestic and International Links' dans le *South African Journal of International Affairs* (vol. 10, no. 2, Winter/Spring 2003), puis un second sur 'Marocco's Islamists and the Legislative Election of 2002: The Strange Case of the Party that did not Want to Win', dans *Mediterranean Politics* (vol. 9, no. 1, winter 2004). D. Maghraoui est l'auteur d'une contribution sur *French Civilization and Its Discontents: Nationalism, colonialism, Race* (Rowman and Little Field. Pub Inc, 2003).

Le troisième canal de recherche en coopération est représenté par les Centres de recherche eux aussi localisés dans la région. Les deux réseaux les plus importants sont français et américains et couvrent tous les pays.

Le Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales a été créé au Caire par l'accord de coopération franco-égyptien de 1968. Pluridisciplinaire, ses travaux portent sur l'Égypte et le Soudan contemporains dans toutes les disciplines des sciences sociales et humaines. Le Centre encadre les jeunes chercheurs pendant la préparation de leur doctorat, élabore des études lorsque des demandes d'expertise lui sont adressées. Il met en œuvre, avec des partenaires égyptiens, soudanais, français et européens huit programmes de recherche: autobiographies politiques, fabrique des élections, migrations entre les deux rives du Sahara, modernisation et modernité des sciences, patrimoines en partages, souci du citoyen, Soudan post-*naivasha*, un SIG pour le sud Soudan et archives. Son directeur A. Roussillon a publié plusieurs travaux sur la sociologie de la sociologie égyptienne et islamique.

Le centre Jacques Berque pour les études en sciences sociales et humaines est créé à Rabat en 1999 pour promouvoir des recherches en partenariat au Maroc et en Mauritanie dans les domaines des sciences sociales, de la réforme économique, des villes et de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, des sociétés, de l'Islam et de la politique. Il a deux programmes en cours (Lire et comprendre le Maghreb et ville et espaces) alors que d'autres sont à l'étude (culture et patrimoine, systèmes éducatifs, anthropologie du Maghreb, les réformes: économie, justice, institutions politiques).

La coopération avec les Etats-Unis s'est renforcée depuis deux décades et joue maintenant un rôle appréciable dans la recherche et la formation des

chercheurs. Deux Centres se trouvent à Tanger et à Tunis depuis les années 1980. La création d'un Centre américain pour les études maghrébines est prévue en Algérie. Il sera localisé à l'Université d'Oran pour servir de trait d'union entre les chercheurs maghrébins et américains dans le domaine des sciences sociales et humaines.⁴⁰

Le dernier lieu de production de la recherche est celui des fondations étrangères. Deux fondations allemandes (F. Ebert et K. Adenauer) sont présentes dans tous les pays de la région. Elles organisent, en partenariat avec les Centres de recherche nationaux des programmes de recherche et interviennent également auprès de partenaires de la société civile (associations et syndicats).

La Fondation du roi Saoud Abd Al Aziz, dont le siège est à Casablanca, au Maroc, est entièrement consacrée aux sciences sociales et humaines maghrébines. C'est une institution privée documentaire, scientifique et culturelle créée pour répondre aux besoins en information et en documentation ressentis par la communauté des chercheurs et des opérateurs. Elle sert la recherche scientifique et représente, dans la région, la plus importante institution consacrée à l'information et à la documentation en sciences sociales.⁴¹ Son Centre de documentation fournit des services de recherche bibliographique de la reproduction en Internet et à distance avec un accès à des bases de données internationales. Elle élabore elle-même des banques de données et des bibliographies. Sa revue semestrielle de recherche et de bibliographie présente les acquisitions de la bibliothèque et des articles. La Fondation a édité, en décembre 2005, un ouvrage et un compact disc qui recense, de manière systématique, les publications en langue arabe, française et anglaise sur le 'Maghreb dans les sciences sociales'. Ses activités scientifiques et culturelles annuelles sont devenues un espace de débats actifs au Maroc et dans toute la région.

Au terme de ce parcours de près d'un demi-siècle, où en est la sociologie aujourd'hui au Maghreb? Existe-t-elle? Produit-elle et renouvelle-t-elle les savoirs? Existe-il une communauté professionnelle de sociologues? Les usages publics de la recherche font-ils de la sociologie, une discipline utile socialement? Dans tous ces domaines, l'identité de la sociologie est incertaine.⁴²

La professionnalisation et la communautarisation, processus récents, sont fragiles. Le statut des sociologues, comme celui des autres spécialistes des sciences sociales, est bouleversé par la crise des années 1980-1990. La relative homogénéité antérieure éclate pour donner quatre figures du sociologue. Certains font leur entrée en politique dans les partis créés suite aux libéralisations politiques et se consacrent à leurs nouvelles fonctions. D'autres, tout en restant à l'Université, pratiquent l'expertise au profit des entreprises privées et des organismes nationaux et internationaux (FMI, BM, PNUD, UNESCO). La troisième trajectoire est celle de l'émigration vers les Universités

et les Centres de recherche en Europe et aux Etats-Unis. Les départs sont plus nombreux en Algérie que dans les autres pays à cause de la violence et des assassinats dans les années 1990-2000. Les universitaires et les chercheurs qui restent en fonction s'orientent dans des conditions difficiles, vers la professionnalisation. Ils font de l'enseignement et de la recherche leurs seules activités et ont pour ambition d'exercer les règles du 'métier' de sociologue.

Leur communautarisation fait l'objet de nombreuses tentatives. Ils sont à l'origine de la création d'associations nationales et régionales. Ils se regroupent plus rarement autour des revues. Les syndicats sont maintenant plus nombreux mais la syndicalisation est relativement faible. En fait, les sociologues, comme l'ensemble des intellectuels, restent profondément divisés, les conflits l'emportant sur les collaborations et le travail collectif. La reconnaissance et la légitimité passent moins par les proches collègues que par les institutions et les chercheurs au niveau international.

Les usages publics de la sociologie font eux-mêmes débat. La demande de sociologie est d'abord et avant tout celle des Etats.⁴³

Elle est moins la reconnaissance du travail sociologique que la recherche de la légitimation des Etats. Ceux-ci disposent de leurs propres institutions pour la collecte de l'information statistique et les enquêtes de terrain. Ils font, par ailleurs, appel à l'expertise étrangère. La demande locale de sociologie est plutôt l'illustration et la confirmation des discours tenus par le 'leadership'. Les affinités entre les Etats et les sociologues sont très fortes jusqu'à la crise des années 1980-1990.

Elle révèle au grand jour l'absence des intellectuels dont les sociologues. Elle est vivement ressentie devant la stagnation du développement, la mondialisation néo-libérale, l'irruption des mouvements islamistes et de la violence. Le phénomène islamiste a été pour les sociologues une grande surprise. Certains, procèdent à leur auto-critique et reconnaissent s'être peu intéressés antérieurement à l'Islam et à la religion. Globalement, ils sont sommés d'expliquer la crise et de suggérer les voies les plus pertinentes pour en sortir. Le regard et l'intérêt des sociologues doivent alors se tourner vers la société et l'analyse de ses multiples dynamiques.

Enfin, les savoirs sociologiques, menacés de disparition, demeurent incertains. Dans l'enseignement, leur simple reproduction se dégrade de plus en plus. Les pères fondateurs de la discipline (M. Weber, E. Durkheim et K. Marx) ne sont pas toujours connus. Les règles du 'métier' de sociologues sont insuffisamment connues et pratiquées. Les Etats et les entreprises mettent en question la formation des étudiants au nom de l'adéquation de la formation et de l'emploi.

Dans le domaine de la recherche, les sociologues procèdent, dès les années 1950-1960, à la critique des méthodes et savoirs de la sociologie coloniale, de l'islamologie et de l'orientalisme. Le 24^e Congrès de l'Association internationale de sociologie, qui se déroule à Alger en 1974, condamne

l'ethnologie coloniale.⁴⁴ L'article de A. Abd al Malek sur la crise de l'orientalisme est lu par tous les sociologues.⁴⁵ L'ouvrage de E. Saïd est traduit en arabe et en français quelques années plus tard.⁴⁶ Cette critique se poursuit aujourd'hui. Elle déconstruit la sociologie dominante et ne doit pas être sous-estimée malgré ses accents polémiques.

Elle précède les essais de fondation d'une sociologie en correspondance avec les données de la société et de la culture de la région. Ils s'orientent dans trois directions qui se chevauchent. Dans une première approche, la sociologie, comme l'histoire, doit être décolonisée. Le retour à Ibn Khaldoun s'inscrit dans cette perspective. Son œuvre fournirait les concepts susceptibles d'expliquer le passé du Maghreb et les blocages du présent.⁴⁷ Dans la seconde approche, il s'agit, comme le suggèrent A. Khatibi⁴⁸ d'élaborer une sociologie arabe. Deux thèses soutenues dans des universités américaines s'inspirent de cette approche: celles de A. Hammoudi⁴⁹ et de H. Sharabi.⁵⁰ Dans la dernière la plus récente, l'objectif serait de fonder une sociologie islamique.⁵¹ Elle est plus active en Egypte que dans les autres pays de la région.

Le défi auquel font face la sociologie et les sociologues a toutes les chances de perdurer dans le proche avenir. La fondation de cette discipline des sciences sociales est encore à faire. Elle passe par la vigoureuse critique de la tradition religieuse et politique.

Notes

1. Sur la question des frontières entre les disciplines, se reporter à I. Wallerstein. *L'héritage de la sociologie in Sociétés contemporaines*, 1999, n° 33-34, pp 159-194, et I. Wallerstein, J.M. Blanquer, S. Blanquer, *Ouvrir les sciences sociales: Rapport de la Commission Gublenkian pour la restructuration des sciences sociales*. Paris, Descartes et Cie, 1996.
2. 'Le Champ scientifique', ARSS, n° 2-3, 1976, pp 88-104 ; 'Quelques propriétés des champs' in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, pp. 113-120; 'Sociologie de la croyance et croyances des sociologues', *Arch de sc social des religions*, 63/1, janvier mars 1987, pp 155-161; *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984; L. Gauthier, voir également J. C. I. Chamboredon, 'Sociologie de la sociologie et intérêt sociaux des sociologues', ARSS n° 2, 1975, pp. 2-77, et E. Dantéill, 'P Bourdieu et la religion. Synthèse critique d'une synthèse critique', *Arch de sc social des religions*, 118, avril-juin 2002, pp. 5-19.
3. Sur l'Université d'Alger, voir J. Melia. *L'épopée intellectuelle de l'Algérie. Histoire de l'université d'Alger*, Alger, Maison du Livre, 1950 ; L. Paoli, 'L'enseignement supérieur à Alger', *Revue africaine* vol 49, n° 258-259, 3^e 4^e tri 1950, pp. 406-436; République française. GGA, Université d'Alger, Cinquantenaire 1909-1959; X. Yacono, 'Pour une histoire de l'Université d'Alger', *Revue africaine* n° 468-469, 1961, pp. 377-392; Ed., Doutté, 'L'œuvre scientifique de l'École des lettres d'Alger', *Revue Africaine* vol 49, n° 258-259, 1950, pp. 438-446; L. Gauthier, 'A l'aube de notre école supérieur des lettres in Cinquantenaire de la Faculté des lettres d'Alger (1881-1931)', *Revue africaine*,

- 1932, pp. 217-323. Sur les sociétés savantes: Jugne, 'L'œuvre scientifique des sociétés savantes algériennes et tunisiennes', *Revue africaine*, 1905, pp. 463-485, et J. M. Malarkey, 'The Dramatic Structure of Scientific Discovery in Colonial Algeria: a critique of the Journal of the Société archéologique de Constantine (1853-1870)', in *Connaissances du Maghreb*, Paris, CNRS, 1984.
4. Histoire et recherche identitaire, suivi d'un entretien avec H. Arfaoui. Paris, ed. Bouchène, 2002.
 5. 'Rapport sur l'organisation à Alger d'un centre d'étude scientifiques du développement économique et social et d'un Institut de recherches économiques et sociales', et IRESA, 'Un an de recherches à l'Institut de recherches économiques et sociales d'Alger', Alger, 1955.
 6. M. Kluche, op cité, p. 16.
 7. G. Pervillé, *Les étudiants algériens de l'université française 1880-1962*, Paris, CNRS, 1984, pp. 29-30.
 8. Relevé effectué à partir de la liste publiée par F. Leimdorfer, *Discours académique et colonisation. Thèmes de recherche sur l'Algérie pendant la période coloniale*, 1992, pp. 287-299.
 9. Les 'Sciences coloniales' ont fait l'objet de nombreux colloques au Maghreb et en Europe. Se reporter, parmi les publications les plus récentes, à: *Connaissances du Maghreb, sciences sociales et colonisation*, Paris, CNRS, 1984; *Sciences de l'homme et conquête coloniale, Constitution et usages des sciences humaines en Afrique*, Paris, Presses de l'ENS, 1980; D. Rivet, 'Exotisme et pénétration scientifique: l'effort de découverte du Maroc par les Français au début du XXe siècle', in *Connaissances du Maghreb*, op cité, pp. 95-109.
 10. Tableaux figurant dans l'ouvrage de F. Leimdorfer op cité, pp. 271-272. Les thèses et la sociologie sont abordées dans les ouvrages suivants: M. Dinstel, 'List of French Doctoral Dissertations on Africa 1884-1961', Boston, 1966; 'Répertoire des mémoires et thèses consacrés au Maghreb', *Cahiers de la Méditerranée*, 1979; V. Karady, 'Notes sur les thèses de doctorat consacrées à l'Afrique dans les universités françaises de 1884 à 1961', in *Informations en sciences sociales*, 11 (1), 1972, pp. 65-80; F. Leimdorfer, 'Objets de la sociologie coloniale, l'exemple algérien', in *Revue Tiers-monde*, T XII, n° 90, 1982, pp. 279-295; J. Berque, 'Cent vingt-cinq ans de sociologie maghrébine', *Annales E.S.C.*, n° 3, sept 1956, pp. 296-324.
 11. A. Selmi, 'L'émergence d'un champ scientifique: l'ethnosociologie et la sociologie de Tunisie (1881-1970)', *Gradhiva*, 2001, n°29, pp. 43-57.
 12. Op cité, pp. 58-59.
 13. *La sociologie*, Le Caire, imp moderne, 1^{er} volume en 1924, 2^e volume en 1925.
 14. Pour une présentation critique de l'ouvrage qui eut une forte influence, se reporter à F. Maatouk, *Les contradictions de la sociologie arabe*, Paris, l'Harmattan, 1992, pp. 83-97.
 15. *Parcours d'une intellectuelle en Algérie. Nationalisme et anti-colonialisme dans les sciences sociales*, Paris, l'Harmattan, 1995.

16. 'D'une articulation à l'autre: les trois périodes d'une sociologie en Algérie', in Bourquia et N.Hopkins (eds.), *Le Maghreb: Approches des mécanismes d'articulation*, Casablanca, Al Kalam, 1991, pp. 7-30, et *Société algérienne et sciences humaines*, Naqd, Alger 2001, pp. 13-44.
17. Sur le contexte politique et les enjeux de la réforme, se reporter à Dj Labidi, *Science et pouvoir en Algérie. De l'indépendance au 1er Plan de la recherche scientifique 1962-1974*, Alger, OPU, 1992, et M. Benachenou, *Vers l'Université algérienne. Réflexions sur une stratégie universitaire*, Alger, OPU, 1980; D. Glasman, J. Kremer, 'Essai sur l'Université et les cadres en Algérie', Paris, CNRS, 1978.
18. 'Bilan de la sociologie au Maroc', Rabat, Association des sciences de l'homme, 1967.
19. 1962.
20. A. Selmi, op cité.
21. M. Kleiche, 'La recherche scientifique au Maroc. Histoire et institutions', in R. Waast et J. Gaillard, *La science en Afrique à l'aube du 21e siècle*, Paris, IRD, 2002.
22. P. Pascon, '30 ans de sociologie au Maroc', BESM, n° 155-156, janvier 1986; voir en particulier un texte de P. Pascon, 'La sociologie pour quoi faire?', (pp. 59-70), qui devait servir d'introduction à un manuel de sociologie rurale, daté de 1979.
23. A. Dhifi (Coordination et actualisation), *Liste des publications du CERES. 1964-1997*, Tunis, 1997, imprimerie officielle.
24. Université d'Oran, Annuaire de la post-graduation, Année universitaire 1993-1994.
25. Chenntouf Tayeb, (ed.), *Répertoire des thèses et mémoires concernant l'Algérie*, Alger, imp off., 1977, et Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (Université de Nice), *Répertoire des mémoires – thèses consacrés au Maghreb*, Nice, 1979.
26. Alger, OPU, 1989.
27. Alger, ENAL, 1991.
28. Chronologie et chiffres cités par Kh. Taleb Ibrahim. *Les Algériens et leur (s) langue (s)*, Alger, El Hikma, 1995. Pour l'arabisation, se reporter aux ouvrages de G. Geneste, L'arabisation des sciences sociales et humaines en Algérie 1980-1982, une étape décisive dans l'histoire de l'université, Thèse de 3^e cycle en sciences de l'éducation, université de Lyon 2; A. Mazouni, 'L'arabisation en Algérie', *Lamalif*, 1973, n° 58; Ch. Souriau, 'La politique algérienne de l'arabisation', AAN, 1972; S. Hamzaoui, 'L'arabisation, problème idéologique', *Revue Tunisienne des sciences sociales*, 1976, n° 44; M. Kilani, 'Langue et domination. De la relation coloniale à la relation de dépendance', *Rev europ des sc social*, 1977, t 15, n° 40; A. Helmy-Ibrahim, 'Fonctions et niveaux de langue dans la communication sociale en Egypte', *Peuples méditerranéens* 1978 n° 5; et A. Moatassime, Langage et politique au Maghreb. Contribution à une politique linguistique dans les systèmes pédagogiques maghrébins. A la lueur d'une étude sur les langues à l'école dans ses rapports avec l'évolution politique au Maroc de 1957 à 1977, Thèse de doctorat d'Etat, université de Paris 1.

29. *Insaniyat*, janvier 2005, n° 25, pp. 11-26.
30. A. Lakjaa (coord), *Sociologie et Société en Algérie*, Alger, Casbah ed., 2004.
31. K. Ben Kahla, 'L'université tunisienne face au dilemme universalité – mondialisation Réflexions sur une fracture universitaire', AAN, t xl, 2002.
32. Note d'orientation relative à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur, janvier 2004; voir également Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Réorganisations des enseignements supérieurs, novembre 2001.
33. Annuaire des laboratoires de recherche scientifique universitaire. Sans nom d'éditeur ou d'imprimeur.
34. Les auteurs de l'Annuaire rappellent néanmoins que cette première édition n'est pas exhaustive, tous les laboratoires n'ayant pas répondu à l'enquête Pour le Maroc et la Tunisie, voir '50 ans de développement humain et perspective', 2025, Document de synthèse du rapport général et Vers l'instauration de la société du savoir. La nouvelle réforme du système éducatif tunisien. Programme pour la mise en œuvre du projet 'Ecole pour demain' (2002-2007). Tunis, octobre 2002.
35. Document présentant les résumés des communications, février 2005.
36. Soit 3442 dont 1408 avec le grade de professeur.
37. Note d'orientation relative à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur, janvier 2004.
38. Allocution du Ministre de l'enseignement supérieur à la conférence nationale des universités, 23 janvier 2005.
39. J. J. Waardenburg, *Les universités dans le monde arabe actuel*, Paris, La Haye, Mouton, 1966, 2 vols.
40. *Le Quotidien*, 7-11-2005.
41. Son site Internet a fréquemment été mis à contribution pour cet état des lieux de la sociologie au Maghreb.
42. Sur les questions abordées dans la conclusion, voir Chenntouf Tayeb, 'Les intellectuels dans la crise 1988-2004', in Chenntouf Tayeb (coordonnateur), *L'Algérie face à la mondialisation*, Ouvrage à paraître dans la série des livres du CODESRIA, Dakar.
43. Cl. Chaulet, 'La sociologie au service du développement', rétrospective, in A Lakjaa, *Sociologie et société*, op cité pp. 65-72.
44. Acte du 24^e Congrès de sociologie, Alger, OPU, 1977, 2 vols.
45. 'La crise de l'orientalisme', *Diogenes*, n° 54, 1962, pp. 7-28.
46. 'L'Orientalisme, l'Orient crée par l'Occident', Paris, Le Seuil, 1980.
47. *Discours sur l'histoire universelle. Al Muqaddima* (traduit par V. Monteil), Beyrouth, 1967, 3 vols.
48. 'Sociologie du monde arabe. Positions', *Bull économique et social du Maroc*, n° 126, pp. 1-10.

49. *Maitres et disciples. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les pays arabes Essai d'anthropologie politique*, Casablanca-Paris, Toubkal-Maisonneuve et Larose, 2001.
50. *Neopatriarchy: A Theory of Distorted Change in Arab Society*, traduit et publié sous le titre *Néopatriareat*, Alger, ed. Marinoor, 1995.
51. A. Roussillon, *La pensée islamique contemporaine*, Paris, Téraédre, 2005.

Documentation et bibliographie

La documentation sur la sociologie est essentiellement institutionnelle. Les Ministère et les universités sont à l'origine de nombreux documents comme les discours officiels, les statistiques, les programmes d'enseignement et de recherche. Les résultats de la recherche sont partiellement édités. Plusieurs Sites Internet permettent l'accès à l'information relative à la sociologie. Pour le Maghreb, les plus fournis sont ceux de la Fondation du Roi Saoud ibn abd al Aziz dont le siège est à Casablanca au Maroc, de Arab Social Sciences Research en arabe, anglais et français et celui de l'Institut de recherches pour le Développement (France) qui a réalisé, en 2001-2003, une enquête sur la science en Afrique à l'aube du 21e siècle sous la direction de R. Waast et J. Gaillard. Pour les études sur la sociologie, outre les notes cités en référence, se reporter aux travaux suivants:

1. Ouvrages généraux sur la sociologie

- R.W Green, (ed.), *Protestantism, capitalism and Science. The Weber Thesis Controversy*, Lexington, Heath, 1973.
- L. Voye, *Sociologie: construction du monde, construction d'une discipline*, Louvain la Neuve, De Boeck et Larcier, 1997.
- J. M. Berthelot, *Sociologie: épistémologie d'une discipline: textes fondamentaux*, Bruxelles, De Boeck-Université, 2000.
- G. Lefebvre, *Sociologie de Marx*, Paris, PUF, 1974.
- G. Busino (dir), 'Sociologie et sociologues pour quoi faire', *Revue européenne des sciences sociales*, n° 122, 2002.
- G. Ballandier (dir), 'Sociologie inactuelle, sociologie actuelle', *Cahier. Int de socio*, 2000.
- S. Delzecaux, N. Elias, *Une sociologie des processus*, Paris, l'Harmattan, 2002.
- N. Elias, *Qu'est-ce que la sociologie?*, La Tour d'Aigue, ed de l'Aube, 1986.
- C. Colliot-thélène et J. F. Kervégan, *De la société à la sociologie*, Paris, ed de l'ENS, 2002.
- P. J. Simon, *Éléments pour une histoire de la sociologie*, Presses univ de Rennes, 1987.
- N. Elias, *Engagement et distanciation: contributions à une sociologie de la connaissance*, (traduit de l'allemand), Paris, Fayard, 1993.
- Saint Haber, *Habermas et la sociologie*, Paris, PUF, 1998.

- J. P. Durand, *La sociologie de Marx*, Paris, La Découverte, 1995.
- G. Busino, 'Idées et faits: pour une critique de la pratique sociologique et des théories sociales, pour une sociologie historique', *Revue européenne des sciences sociales*, n° 48, 1979.
- G. Busino, *La permanence du passé: questions d'histoire de la sociologie et d'épistémologie sociologique*, Genève, Droz, 1986.
- Saint Kalberg, *La sociologie historique comparative de M. Weber*, (traduit de l'anglais), Paris, La Découverte, 2002.
- Cl. Grignon, J.C. Passeron, *Le Savant et le populaire: misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.
- Revue d'histoire moderne et contemporaine*, (n° spécial, 1999), 'Les historiens et la sociologie de P. Bourdieu'.
- G. Ballandier, 'Les métamorphose de la sociologie allemande', *Cahiers inter de socio*, 1999.
- J. Lojkine, (s l d), *Les sociologues critiques du capitalisme*, Paris, PUF, 2002.
- P. J. Simon, 'Sociologie et réforme sociale', in *Sciences humaines*, juin - juillet 1999, n° 25.
- J. Gaillard, 'La naissance difficile des communautés scientifiques', in J. J. Salmon, F. Sagesti, C. Sachs-Jantet (dir), *La Quête incertaine*, Paris, Economica – The United Nations University, 1994, pp. 213-249.
- X. Polanco (dir), 'Naissance et développement de la science-monde. Production et reproduction des communautés scientifiques en Europe et en Amérique latine', Paris, La Découverte-Conseil de l'Europe-UNESCO, 1989.
- L. Roulan. *L'Etat et la science*, Paris, CNRS, 1987.
- R. Waast (dir), *Les sciences hors de l'Occident au XXe siècle*, Paris, ed de l'ORSTOM, 1996, 7 vols.
- R. Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.
- P. Wagner, 'Les sciences sociales et l'Etat en Europe continentale: la structuration politique du discours disciplinaire', *RISS*, 1989, vol 41, n° 4, pp. 523-541.
- UNESCO-MSH, *Les sciences sociales dans le monde*, Paris, 2001.
- 'Nouveaux travaux en histoire de la sociologie', in *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2005, n° 13.
- J. Szacki, 'Réflexions sur l'histoire de la sociologie', *RISS*, 1981, 33, 2, pp. 270-281. *Bulletin de la société française pour l'histoire des sciences de l'homme*, n° 19, février 2000.
- R. Waast et J. Gaillard, *La science en Afrique à l'aube du 21e siècle*, Paris, IRD, 2002.

2. La sociologie au Maghreb

- J.J. Waardenburg, *Les universités dans le monde arabe*, Paris-La Haye, Mouton-EPHE, 1996.

- R. Bourquia et N. Hopkins (eds.), *Le Maghreb. Approches des mécanismes d'articulation*, Rabat, Al Kalam, 1991.
- M. Arkoun, 'Discours islamiques, discours orientalistes et pensée scientifique', in B. Lewis, E. Leites et M. Case (eds.), *As Others See Us: Mutual Perceptions, East and West*, Princeton, 1985.
- S. F. Alatas, 'The Sacralization of the Social Sciences: a critique of an Emerging Theme in the Academic Discourse', *Arch de Science sociale des religions*, juillet – septembre 1995, n° 91.
- J. Berque, '125 ans de sociologie maghrébine', *Annales ESC*, n° 3, vol XI.
- A. Bouhdiba, 'Pour une sociologie militante in Etudes de sociologie tunisienne', *Bull de recherche sociale*, 1970, pp. 7-10.
- J. Fonkoué, *Différence et identité. Les sociologues africains face à la sociologie*, Paris, Silex, 1985.
- A. Mahé, K. Bendana, *Savoirs du lointain et sciences sociales*, Saint Denis, ed. Bouchère, 2004.
- J. M. Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- M. Mamdani, 'L'intelligentsia, l'Etat et les mouvements sociaux', in M. Diouf et M. Mamdani (eds.), *Liberté académique en Afrique*, Dakar, CODESRIA, 1994.
- M. Kerrou, 'Etre sociologue dans le monde arabe ou comment le savant épouse le politique', *Peuples méditerranéens*, n° 54-55, jan- juin 1991, pp. 247-268.
- R. Ouahes, *La science et la technologie dans les Etats arabes à l'horizon 2000*, Paris, UNESCO, 1988.
- M. Brondino et T. Labib, *Gramsci dans le monde arabe*, Tunis, Alif, 1994.
- M. Arkoun, 'Quelques tâches de l'intellectuel musulman aujourd'hui', *Cahiers de la Méditerranée*, n° 37, 1988, pp. 1-35.
- A. Laroui, *La crise des intellectuels arabes, traditionalisme on historicisme*, Paris, Maspéro, 1974.
- al Bichri et autres, *Les intellectuels et le pouvoir. Syrie, Egypte, Tunisie, Algérie*, Le Caire, CEDEJ, 1986.
- J. C. Vatin, (s l d), *Connaissances du Maghreb: sciences sociales et colonisation*, Paris, CNRS, 1984.
- Peuples méditerranéens*, 1990, n°50, 'L'orientalisme', (n° spécial).
- Th. Obenga, *Le sens de la lutte contre l'africanisme euro-centriste*, Paris, Karthala, 2001.
- J. M. Ela, *Les sciences sociales à l'épreuve de l'Afrique: les enjeux épistémologiques de la mondialisation*, Dakar, CODESRIA, 1988.
- L. Ben Salem, 'Sociologie et anthropologie', in *Femmes tunisiennes et production scientifique*, Tunis, CREDIF, 1997.
- L. Ben Salem, 'Intérêt des analyses en termes de segmentarité pour l'étude des sociétés du Maghreb', *ROMM*, 1982, n° 33.

- L. Ben Salem et D. Mahfoudh Draoui, *Modernité et pratiques sociologiques*, Tunis, CPU, 2000.
- M. N. Bourguet, B. Lepetit, D. Nordman, M. Sinarellis (dir), *L'invention scientifique de la Méditerranée. Egypte, Algérie, Morée*. Paris, EHSS, 1998.
- Cahiers de Jussieu* (Université de Paris 7), 'Le mal de voir', Paris, UGE, 1976.
- A. Labdaoui, *Intellectuels d'Orient. Intellectuels d'Occident*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- A. Labdaoui, *Les nouveaux intellectuels arabes*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- J. Berque (s l d), *Bibliographie de la culture arabe contemporaine*, Paris, Sinbad-pressse de l'UNESCO, 1981.
- Collectif, *Sciences sociales et l'avenir de l'Afrique*, Dakar, CODESRIA, 2005.
- L. Ben Salem, 'Le dilemme de la construction de la sociologie au Maghreb', In A. Mahé K. Bendana, *Savoirs du lointain et sciences sociales*, Saint-Denis, 2005.
- F. Chevaldonne, 'Mondialisation et orientalisme', in *Nouveaux enjeux culturels au Maghreb*, Paris, CNRS, 1998, pp. 267-276.
- D. Nordman et J. P Raison, *Sciences de l'homme et conquête coloniale, constitution et usages des sciences humaines en Afrique (XIXe-XXes)*, Paris, Presses de l'ENS, 1980.
- Réforme de l'enseignement supérieur, Recueil de textes Alger, MESRS, 1971.
- A. Mandouze, 'Problèmes actuels de l'université algérienne', in F. Perroux, *Problèmes de l'Algérie indépendante*, Paris, PUF, 1963.
- M. Haddab, 'Arabisation de l'enseignement des sciences et mutations dans le champ socio-linguistique en Algérie', AAN, 1985.
- R. Bellil, 'La domestication du savoir sur la société', AAN, 1985, t XXIV.
- M. Ariba, 'L'université, ses missions et l'imposition d'une politique. Aperçu sur le contexte algérien d'hier et d'aujourd'hui. Permanence et actualité des enjeux', AAN, 2002, t XL.
- D. Liabès, 'Objet donné, objet construit: positions épistémologiques', in *Débats et critiques*, Alger, INEAP, 1981, n° 5.
- A. El Kenz, N. Bourenane, Dj Liabes, 'Impérialisme scientifique et libertés académiques. Genèse, fondements et enjeux', *Les Cahiers du CREAD*, 1er, 1992, n° 29, pp. 89-107.
- D. Glasman, J. Kremer, 'Essai sur l'université et les cadres en Algérie', Paris CNRS 1978.
- A. Henni, 'La mise en œuvre de l'option scientifique et technique en Algérie. Le système d'enseignement et de formation', Alger, CREAD, 1987.
- M. Bennachenou, *Vers l'université algérienne. Réflexions sur une stratégie universitaire*, Alger, OPU, 1980.
- Dj. Labidi, *Science et pouvoir en Algérie. De l'indépendance au 1er plan de la recherche scientifique*, Alger, OPU, 1992.

- Université d'Oran, *Colloque sur les sciences sociales aujourd'hui*, (26-29 mai 1984), Alger, OPU, 1986.
- M. Ghlamallah, (s l d), 'Les enseignants universitaires algériens. Conditions, attitudes et pratiques Professionnelle, Alger, CREAD, 2005.
- Y. Ferfera et M. Tefiani, (eds.), *Formation pédagogique et pratiques d'enseignement dans le supérieur Problématique, état des lieux et expériences*, Alger, CREAD, 2005.
- M. Ghlamallah (dir), 'Les enseignants universitaires', *Les Cahiers du CREAD*, n° 62-63, 2003.
- Dj. Guerid, 'L'Université entre Etat et société', in Dj Guerid, *L'université aujourd'hui*, Oran-Cread, 1998.
- A. Kadri, 'Le système universitaire dans la décennie 80', *Naqd* n°5, 1993, pp. 74-90.
- Dj. Guérid, 'Société algérienne et sciences humaines', *Naqd*, mais 2001.
- H. Karoui et A. Zghal, 'La décolonisation et la recherche en sciences sociales. Le cas de la Tunisie' *Die Welt*, 1975, n° 2.
- D. Mahfoudh-Draoui, 'Essai d'analyse critique des recherches sociologiques pendant la période coloniale en Tunisie', *Hesperis-Tamuda*, 1988-1989, vol 26-27.
- M. Ben Salem, 'Le statut de 'l'acteur social' dans la sociologie tunisienne', *Correspondance*, février 1998, n° 49.
- S. Hamzaoui, 'L'arabisation, problème idéologique', *RISS*, 1976, n° 4.
- L. Ben Salem, 'Démocratisation de l'enseignement en Tunisie. Essai d'analyse du milieu d'origine des étudiants tunisiens', *Revue tunisie en sciences sociales*, n° 16, mais 1969, pp. 81-135.
- M. Ben Slimane, 'Discours et parcours des réformes universitaires tunisiennes, in *Réformes universitaires et mutations socio-culturelles*, M. Ben Slimane et N. Dhari (dir), Tunis, Epigraph, 2001.
- L. Guitier, 'L'université tunisienne: histoire d'une normalisation', *Les Cahiers de l'Orient*, 1997, n° 46.
- 'L'Université et les transformations sociales', *Cahiers du CERES*, 1992, n° 3.
- M. Lelong, 'L' réforme de l'enseignement supérieur en Tunisie', *IBLA*, 1969, n°123, pp. 171-176.
- F. Siino, 'La science tunisienne: au cœur du discours, aux marges de la société?', *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 157, juillet -septembre 1997.
- K. Taamallah, 'Enseignement supérieur en Tunisie: inégalité et reproduction sociale', *Revue tunisienne des sciences sociales*, 1987, n° 88-91, pp. 303-326.
- Banque mondiale, 'L'enseignement supérieur en Tunisie: enjeux et avenir 'Les rapports économiques de la Banque mondiale 1998.
- K. Bendana, 'Diplôme et université en Tunisie dans les années cinquante', in V. Geisser (dir), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, trajectoires sociales et itinéraires migratoires*.

- A. Ben Dhia, 'L'université tunisienne: le temps des questions, l'âge des nouvelles options', Publication du MESRS, Tunis 1985.
- K. Ben Kahla, 'L'université Tunisie face au dilemme université-mondialisation: réflexions sur la 'fracture universitaire'', AAN, 2002 t xl.
- S. Ben Sedrine, 'Gagnants et perdants de la transition libérale – L'insertion professionnelle des diplômés en Tunisie', in V. Geisser (dir).
- F. Siino, 'L'université tunisienne banalisée. Mise à niveau libérale et dépolitisation', AAN, t XL, 2002.
- F. Siino, *Science et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*, Paris, Karthala, 2004.
- N. Khoury, 'De la production sociologique dans l'Égypte actuellement', *Revue Tiers-monde*, avril-juin 1982, vol 23, n° 90, pp. 389-396.
- N. Farah Ramsis, 'Société civile et liberté de recherche en Égypte', in M. Diouf et M. Mamdani (eds.), *Liberté académique en Afrique*, Dakar, CODESRIA, 1994.
- I. Sonallah Amerikanli, 'Un automne à San Francisco', Le Caire, Dar al Mustaqbal al Arabi, 2003; en français chez *Actes-sud/Sinbad*, 2005.
- Ch. D. Smith, 'The crisis of orientation, the Shift of Egyptians intellectuals to Islamic Subjects in 1930s', *International Journal of Middle East Studies*, 1977, n° 4, pp. 382-410.
- A. Helmy Ibrahim, 'Fonctions et niveaux de langue dans la communication sociale en Égypte', *Peuples méditerranéens*, N°5, 1978.
- A. Roussillon, 'Durkheimisme et réformisme: fondation identitaire de la sociologie en Égypte', *Arabica*, 1996.
- A. Roussillon, 'La représentation de l'identité par les discours fondateurs de la sociologie turque et égyptienne: Zia Gokalp et Ali abd al Wahid Wafi', in *Dossier CEDEJ Modernisation et mobilisation sociale, II Égypte – Turquie*, 1992.
- A. Roussillon, *Projet et traditions scientifique: aux origines de la socio égyptienne in d'Un Orient à l'autre, vol II: Identifications*, Paris, CNRS, 1991.
- A. Roussillon, 'Sociologie égyptienne, arabe, islamique: l'approfondissement du paradigme réformiste', in *Peuples méditerranéens*, n° 54, 55, 1991.
- A. Roussillon, 'Intellectuels en crise dans l'Égypte contemporaine', in G. Kepel et Y. Richard (s l d), *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain Paris*, Le Seuil, 1990.
- A. Roussillon, *Sciences sociales et réformisme: une sociologie de l'Égypte éternelle. Post face de l'histoire que je porte sur mon dos mémoires*, Le Caire CEDEJ 1989.
- A. Roussillon, 'Savoirs réformistes et politiques en Égypte au tournant des années 1940', *Genèses* n°, sept 1999, pp. 55-80.
- A. Roussillon, *Réforme sociale et identité: essai sur l'émergence de l'intellectuel et du champ politique modernes en Égypte*, Casablanca, ed du Fennec, 1998.
- M. Zeghal, 'Gardiens de l'islam. Les Oulemas d'Al Azhar', Presses de Sc. Pr. 1996.
- A. Khatibi et A. Ezzine, *Sciences humaines et sociales au Maroc: études et arguments*, Rabat, IURS; 1998, vol. 1.

- P. Pascon, '30 ans de sociologie au Maroc: textes anciens et inédits', BESM, 1986.
- A. Khatibi, 'Bilan de la sociologie au Maroc', Rabat, Association des sciences de l'homme, 1967.
- E. Gérard et M. Kleiche, 'Les sciences humaines et sociales au Maroc', Rabat, Centre J. Berque, 2002.
- Université Mohammed V, *La sociologie marocaine contemporaine. Bilan et perspectives*, Rabat, 1988, (en arabe et en français).

Tayeb Chenntouf
Tour Bel-Air Appt 142
Rue Jonher. Oran, Algérie
Fax: 213 41-41-34-12
Email: tayebchen@yahoo.fr